

Chapitre 2 - Les régimes totalitaires

[Thème 1 : Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)]

Dans l'entre-deux-guerres, des régimes politiques d'un type nouveau apparaissent dans certains États européens déstabilisés par la Première Guerre mondiale. Une situation de crise et de violence politiques favorise l'arrivée au pouvoir de dirigeants autoritaires : Mussolini en Italie, Staline en URSS et Hitler en Allemagne.

Le nazisme et le fascisme n'ont pas les mêmes fondements idéologiques que le stalinisme. Cependant, les trois régimes présentent des caractéristiques communes : l'exercice du pouvoir par un parti unique dirigé par un chef tout-puissant, le recours à la propagande et l'usage de la terreur. Au sein de ces sociétés ultra-contrôlées, des formes de résistances et de contestations se développent cependant.

Antidémocratiques par nature, les régimes totalitaires bouleversent l'ordre européen dans les années 1930. Les démocraties européennes ne réagissent pas à l'impérialisme fasciste et nazi, facilitant l'entente germano-soviétique et la préparation de la guerre.

Quelles sont les caractéristiques des régimes totalitaires et comment ces derniers s'opposent-ils aux démocraties dans l'Europe des années 1930 ?

I. La mise en place des régimes totalitaires

Durant l'entre-deux-guerres, des régimes totalitaires s'établissent en Russie, en Italie et en Allemagne. Les conditions de leur installation au pouvoir présentent des similitudes, mais leurs idéologies diffèrent profondément.

a) Une situation de crise favorise l'arrivée au pouvoir

Un coup d'État en Russie. En février 1917, les défaites militaires de la Russie face à l'Allemagne provoquent une révolution. Le tsar Nicolas II est chassé du pouvoir. Un gouvernement provisoire est formé, mais il ne parvient pas à sortir le pays de la crise. En octobre, une seconde révolution porte Lénine et les bolcheviks au pouvoir. Rapidement, une guerre civile éclate entre les « Rouges » (communistes) et les « Blancs » (partisans du tsar). Les bolcheviks l'emportent et fondent l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

Un coup de force en Italie. Vainqueur de la guerre, l'Italie se sent humiliée par ses alliés, qui ne lui accordent pas les territoires promis en 1915. De plus, le pays est affaibli par les pertes humaines et la désorganisation de l'économie. Dans ce contexte, le Parti national fasciste (PNF), créé en 1921, promet de redresser l'Italie. Le 28 octobre 1922, leur chef, Benito Mussolini, organise une démonstration de force : la « marche sur Rome ». Lors de cette journée, les squadristes, aussi appelés « chemises noires », s'emparent de lieux de pouvoir dans tout le pays et convergent vers la capitale. Le roi nomme alors Mussolini président du Conseil et les députés lui donnent les pleins pouvoirs pour un an.

Hitler s'impose comme le seul recours en Allemagne. À la sortie de la guerre, la République de Weimar est fragilisée par des difficultés économiques et l'humiliation du Diktat de Versailles. La crise de 1929 provoque un chômage de masse (6 millions de chômeurs en 1932), entraînant une agitation sociale. Les nazis profitent de celle-ci pour se présenter comme les garants de l'ordre. Aux élections législatives de 1932, le NSDAP arrive en tête aux élections, permettant à Hitler d'être nommé chancelier le 30 janvier 1933.

b) L'engrenage totalitaire

En URSS. À la mort de Lénine en 1924, Staline se présente comme son héritier, malgré les divergences qui l'avaient opposé à lui. Après avoir éliminé ses principaux rivaux au sein du Parti, il s'impose comme l'homme fort du régime en 1929.

En Italie. De 1922 à 1924, Mussolini semble gouverner dans le respect de la légalité. Cependant, son parti organise des violences politiques, notamment l'assassinat du député socialiste Matteotti (1924), créant un climat d'insécurité. Le PNF en profite pour faire adopter les lois fascistissimes (1925-1926) qui établissent une véritable dictature : les libertés publiques sont supprimées et Mussolini reçoit les pleins pouvoirs.

En Allemagne. Le 27 février 1933, les nazis incendient le Reichstag et accusent les communistes d'avoir commis ce crime. L'état d'urgence est décrété et, le 23 mars, le Parlement accorde les pleins pouvoirs à Hitler. Il destitue les fonctionnaires juifs ou jugés hostiles au nazisme et interdit les syndicats et les partis à

l'exception du NSDAP. Après le décès du président Hindenburg en août 1934, Hitler cumule ses fonctions avec celles de chancelier. En moins de deux ans, il a ainsi réalisé la « mise au pas » (*Gleichschaltung*) de l'Allemagne.

c) Des fondements idéologiques différents

L'idéal soviétique : le communisme. Le régime bolchevik se fonde sur l'idéologie marxiste, qui prône l'avènement d'une société égalitaire fondée sur la propriété collective des moyens de production. Au XIXe siècle, le philosophe allemand Karl Marx prévoyait qu'une société communiste, c'est-à-dire sans classes sociales et sans État, serait mise en place après une révolution anti-bourgeoise et une période de dictature du prolétariat. Après la révolution d'Octobre 1917, les bolcheviks abolissent la propriété privée, mais cela suscite l'hostilité des paysans et désorganise l'économie. En 1928, Staline décide d'accélérer la collectivisation des campagnes et la planification de la production industrielle. Ce « Grand tournant », loin de mener l'URSS vers le communisme, renforce l'autorité de l'État sur les masses.

Le nazisme : la domination de la race aryenne. Dans un livre rédigé en prison entre 1924 et 1925, intitulé *Mein Kampf* (« Mon Combat »), Hitler théorise la supériorité de la race aryenne. Au nom de cette idéologie, une politique antisémite est mise en place : les magasins juifs sont boycottés et les juifs sont marginalisés par les lois de Nuremberg (1935). Par ailleurs, Hitler souhaite conquérir un vaste territoire, appelé espace vital (*Lebensraum*), pour assurer la prospérité d'un État réunissant toutes les populations germanophones : la Grande Allemagne.

Le projet fasciste : la grandeur de l'Italie. Le fascisme souhaite créer un peuple de guerriers, soumis à l'autorité de Mussolini, afin de permettre au pays de retrouver la grandeur de l'Empire romain. Initialement, cette doctrine n'est pas raciste, mais elle le devient lorsque l'Italie s'allie à l'Allemagne nazie. En 1938, un antisémitisme d'État est mis en place : les juifs sont recensés et les juifs étrangers expulsés.

II. Les caractéristiques des régimes totalitaires

Même si leurs fondements idéologiques sont différents, le fascisme, le nazisme et le stalinisme peuvent tous les trois être caractérisés comme des régimes totalitaires.

a) Un chef tout-puissant

Le culte de la personnalité. La ressemblance la plus évidente entre les trois régimes est la mise en scène de l'unanimité supposée de la population autour de son chef, dans des cérémonies grandioses. Dans les trois pays, le chef est présenté par la propagande comme un surhomme infaillible et entièrement dévoué au peuple, qui lui doit une obéissance aveugle. Ainsi, les termes Führer, Duce et Vodj – surnoms donnés à Hitler, Mussolini et Staline – signifient tous « guide ».

La dictature. En raison des qualités exceptionnelles qui lui sont prêtées, le chef dispose des pleins pouvoirs. Staline est Premier secrétaire du PCUS et dirigeant du Politburo dès 1925. Mussolini et Hitler cumulent tous les pouvoirs à la tête de l'État totalitaire. Celui-ci n'est pas un État de droit, fondé sur la séparation des pouvoirs et le respect des libertés. La démocratie libérale est dénoncée par Staline comme un régime bourgeois opprimant le prolétariat et par Mussolini et Hitler comme un régime décadent affaiblissant la nation.

b) Des sociétés encadrées

Forger un homme nouveau. Dans les trois pays, les régimes se disent révolutionnaires. Ils souhaitent faire table rase du passé et créer une société fondée sur de nouvelles valeurs. En URSS, la figure du prolétaire est mise en avant. En Italie et en Allemagne, l'homme nouveau est un guerrier conquérant.

Une société embrigadée. Dans les trois États, la population est rigoureusement encadrée à tous les âges de la vie. La jeunesse est au centre des politiques totalitaires, car les enfants sont plus influençables que les adultes. L'adhésion à une organisation de jeunesse, où l'on apprend l'idéologie officielle et où l'on reçoit un entraînement sportif et militaire, est fortement encouragée dans les trois pays. Elle devient même obligatoire en Italie en 1937 et en Allemagne en 1939. Les adultes sont aussi concernés par cet encadrement, car les totalitarismes recherchent l'adhésion de toute la population. Des ministères de la propagande sont créés et tous les médias (presse, radio, cinéma, édition, arts) sont mis au service du régime.

Les résistances. Malgré la mise en scène de l'unanimité, des formes de résistance se développent. Ainsi, dans les régions fortement catholiques d'Allemagne, comme la Bavière, le racisme nazi est jugé incompatible

avec la morale chrétienne. En URSS, les paysans s'opposent à la collectivisation des terres et cette résistance prend une dimension nationaliste chez les populations musulmanes et turcophones d'Asie centrale. En Italie, il n'y a guère de mouvement de résistance avant la Seconde Guerre mondiale.

c) Une politique de terreur

Surveillance et répression. La population est soumise à une étroite surveillance et toute opposition est violemment réprimée. Des polices politiques sont créées pour traquer les adversaires du régime : le NKVD en URSS, l'OVRA en Italie et la Gestapo en Allemagne. La violence est omniprésente, créant un véritable climat de terreur. Bien que l'on compte 20 000 interventions policières par semaine et des centaines d'arrestations par an en Italie au début des années 1930, l'État fasciste n'a pas la brutalité du stalinisme et du nazisme.

La terreur de masse. En URSS et en Allemagne, deux groupes font l'objet d'exécutions sommaires : les rivaux du chef et toute personne perçue comme « nuisible ». Ainsi, Staline et Hitler sont non seulement responsables de purges politiques, mais aussi d'une terreur de masse. Entre 1931 et 1933, des millions de paysans résistant à la collectivisation des terres sont dénoncés comme koulaks et affamés par le régime soviétique. De 1936 à 1937, 750 000 citoyens sont exécutés au cours de la « Grande Terreur ». En Allemagne, la violence antisémite se déchaîne avec le pogrom de la Nuit de cristal en 1938.

Le système concentrationnaire. En URSS et en Allemagne, les individus exclus de la société sont enfermés dans des camps de concentration. Les prisonniers y subissent le travail forcé dans des conditions particulièrement éprouvantes. En Russie, des camps sont créés dès 1918 même si le nom de Goulag n'apparaît qu'en 1934. En Allemagne, le premier camp est ouvert à Dachau en 1933. On évalue à 15 millions les détenus du Goulag entre 1917 et 1953 et à 1 million les prisonniers des camps allemands entre 1933 et 1939 (opposants politiques, juifs, homosexuels). En Italie, il n'existe pas de camps de concentration, mais les opposants sont « confinés », c'est-à-dire envoyés en résidence surveillée dans des îles ou des villages isolés.

III. Les caractéristiques des régimes totalitaires

Même si leurs fondements idéologiques sont différents, le fascisme, le nazisme et le stalinisme peuvent tous les trois être caractérisés comme des régimes totalitaires.

a) Un ordre européen menacé

Le rejet de la démocratie. Les totalitarismes partagent la même haine de la démocratie libérale pour des motifs différents. Selon les Soviétiques, elle est fondée sur un système capitaliste et « impérialiste », qui opprime les prolétaires et les colonisés. Selon les fascistes et les nazis, elle privilégie l'individualisme aux dépens de la nation et de l'État. Cela conduit l'URSS, l'Allemagne et l'Italie à mener une guerre idéologique contre les démocraties européennes. À partir de 1919, le Komintern exporte les idées communistes, supervisant la formation de partis communistes affiliés au PCUS. De son côté, Mussolini encourage la création de partis fascistes dans toute l'Europe.

Le rejet de la paix. Nés de la Première Guerre mondiale, les régimes totalitaires partagent une hostilité à l'égard des traités de paix. Alors que les Alliés souhaitent empêcher tout retour à la guerre en limitant l'armement de l'Allemagne et en fondant la SDN, les États totalitaires rejettent l'ordre diplomatique imposé par les vainqueurs. Les fascistes et les nazis se préparent à la revanche : ils veulent restaurer la grandeur nationale par une politique belliciste et expansionniste. En violation du traité de Versailles, Hitler rétablit le service militaire obligatoire en 1935 et augmente les effectifs de l'armée ; en 1936, il déploie des troupes en Rhénanie, alors que cette région devait rester une zone démilitarisée à la frontière de la France. En 1936, Mussolini instaure le « samedi fasciste » consacré à l'entraînement sportif, politique et militaire des Italiens.

b) Des régimes totalitaires conquérants

Les coups de force de l'Allemagne. Hitler souhaite depuis longtemps rassembler dans un « grand Reich » l'ensemble des territoires où vivent des populations germanophones. En mars 1938, à la suite d'un coup d'État du parti nazi autrichien, la Wehrmacht occupe l'Autriche : l'Anschluss est approuvé lors d'un plébiscite par 97 % des Allemands et des Autrichiens. Hitler s'en prend ensuite à la Tchécoslovaquie en deux temps. Il annexe d'abord la région des Sudètes en septembre 1938 en vertu des accords de Munich. Puis, en violation de ceux-ci, il occupe en mars 1939 la Bohême-Moravie, tandis que la Slovaquie devient un État satellite de l'Allemagne.

Le rapprochement avec l'Italie. D'abord méfiant vis-à-vis d'Hitler, Mussolini condamne les théories racistes nazies en 1934. L'année suivante, il signe avec la France et le Royaume-Uni l'accord de Stresa, qui condamne la remilitarisation de l'Allemagne et sa volonté d'annexer l'Autriche. Mais l'Italie envahit l'Éthiopie, État membre de la SDN, en octobre 1935 et proclame son annexion en mars 1936. La SDN condamne alors l'Italie à des sanctions économiques, ce qui convainc Mussolini de dénoncer l'accord de Stresa et de se rapprocher de l'Allemagne nazie. Baptisé « Axe Rome-Berlin » en 1936, ce rapprochement aboutit en 1939 à une alliance militaire, le « pacte d'Acier », qui garantit une assistance automatique en cas d'agression.

La contagion. Après la Première Guerre mondiale, les dictatures se multiplient dans toute l'Europe. Dans les années 1930, ces dirigeants autoritaires, hostiles au communisme, recherchent le soutien d'Hitler et de Mussolini. C'est le cas lors de la guerre civile espagnole : les nationalistes, dirigés par le général Franco, sollicitent l'aide de Rome et Berlin, qui envoient les premiers avions dès juillet 1936. En tout, 73 000 Italiens, 19 000 Allemands et 10 000 Portugais combattent aux côtés des franquistes. L'appui des forces fascistes, plus nombreuses et mieux équipées que les 35 000 volontaires des Brigades internationales organisées par le Komintern, contribue grandement à la victoire de Franco en avril 1939.

c) L'impuissance des démocraties

L'échec de la SDN Face aux coups de force des nazis et des fascistes, la SDN semble impuissante. Les sanctions économiques adoptées contre l'Italie ont peu d'effet et sont levées dès 1936. Les deux États quittent l'organisation internationale, l'Allemagne en 1933 et l'Italie en 1937, marquant la fin de l'idéal de sécurité collective.

Des démocraties pacifistes. La France et le Royaume-Uni réagissent timidement aux agressions italiennes et allemandes. Dans les deux pays, l'opinion publique est majoritairement pacifiste : marquée par l'hécatombe de la guerre de 1914-1918, elle veut que celle-ci soit vraiment la « der des der ». Le gouvernement de Londres, suivi par celui de Paris, mène une politique d'apaisement. Celle-ci culmine avec la conférence de Munich où la Tchécoslovaquie, pays allié et démocratique, est abandonnée à Hitler.

Le pacte germano-soviétique. Face à la menace nazie, Staline se rapproche d'abord des démocraties occidentales : en septembre 1934, l'URSS est admise à la SDN et, en 1935, elle signe un pacte d'assistance mutuelle avec la France. Néanmoins, l'absence de réaction des démocraties et de la SDN face aux coups de force italiens et allemands convainc Staline de l'échec de la sécurité collective. De plus, l'URSS est menacée par la signature d'un « pacte anti-Komintern » par le Japon et l'Allemagne (1936), puis l'Italie (1937). Soucieux d'éviter un conflit sur deux fronts, Staline signe un pacte de non-agression pour dix ans avec Hitler en août 1939. Le monde est stupéfié par le rapprochement de ces deux dictatures opposées idéologiquement. On ignore alors que le pacte comprend des « protocoles secrets » par lesquels Hitler et Staline se partagent des territoires : à l'Allemagne, l'ouest de la Pologne et la Lituanie ; à l'URSS, l'est de la Pologne, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande. L'invasion de la Pologne par l'armée allemande le 1^{er} septembre 1939 déclenche la Seconde Guerre mondiale en Europe.